

# À LA LUMIÈRE DE BARKHANE

PAR LE GÉNÉRAL DE DIVISION BRUNO GUIBERT - PROMOTION « GRANDE ARMÉE » (1981-83), COMANFOR BARKHANE (2017-18)

**Je ne crois pas qu'une opération, même de l'envergure de Barkhane, soit représentative d'une évolution de la guerre. Il y a d'ailleurs un paradoxe à employer ces deux mots (opération, guerre) dans l'énoncé de la question qui m'est posée : en effet, la guerre est un conflit armé entre États et un acte politique d'ultime ressort, soumis à des règles strictes ou tacitement admises, alors qu'une opération, même d'envergure, ne relève que d'un champ tactique limité dans l'espace et dans le temps. En revanche, je crois qu'il est légitime de chercher à comprendre comment cette opération répond à l'évolution significative et durable de la conflictualité actuelle.**

L'opération Barkhane, qui atteindra cet été sa quatrième année d'existence, a fait porter dès le début l'effort sur les champs principalement militaire et tactique. Je crois que ce fut une erreur car, en limitant d'emblée ses ambitions et ses leviers d'action, Barkhane ne pouvait alors atteindre qu'un résultat tactique limité, celui de réduire le potentiel de nuisance des groupes armés terroristes, ce qui a d'ailleurs été largement obtenu, près de deux cents terroristes ayant été mis hors de combat cette année. En revanche, en négligeant sa dimension stratégique, c'est-à-dire en n'obtenant pas la capacité à intervenir efficacement sur un champ d'action plus global, la force a été cantonnée dans ce qu'elle sait produire, c'est-à-dire des effets tactiques sur l'ennemi sans avoir accès à des leviers amplificateurs de son action. Ainsi, si Barkhane devait représenter une forme de référence, je dirais que la force armée ne doit pas être uniquement considérée comme un instrument de rupture mais bien comme un outil dont l'objectif est de créer les conditions de l'émergence d'une solution politique en imposant notamment une volonté clairement exprimée et partagée par tous, particulièrement au sein de « l'équipe France ». Dans ce cadre, la convergence des intérêts et des objectifs au sein d'une unique stratégie est essentielle.

Si les principes de la guerre restent d'actualité dans la conduite de l'opération et l'exécution des missions, ce qui demeure essentiel, c'est d'identifier les points de vulnérabilité de l'ennemi qui sont autant de points de concentration des efforts. J'en cite trois : le commandement, la logistique, le lien avec la population. Mais parmi ceux-ci, c'est bien le lien avec les populations qui reste le plus décisif dans la bande sahélo-saharienne. Le fait terroriste est peu efficace s'il reste isolé. Au Mali, les djihadistes l'ont bien compris en créant les conditions où les populations deviennent elles-mêmes actrices de la violence. En excluant progressivement, de manière insidieuse ou brutale alternativement, tous les symboles de l'État (les écoles en premier lieu, mais aussi les autorités locales et coutumières, les forces de sécurité intérieure), les terroristes ont contraint les populations à accepter que les djihadistes suppléent un État absent, notamment en termes de sécurité et de justice. Ils ont créé les conditions d'une adhésion progressive à leur idéologie, se rendant indispensables à la population, l'asservissant de gré ou de force, pour finalement instaurer une relation *a minima* de dépendance, au mieux de soutien actif. La communauté touareg « Ifoghas »<sup>(1)</sup> est à ce titre assez emblématique de ce repli identitaire, de cette collusion avec le fait terroriste, à la fois subie et voulue pour préserver sa traditionnelle position dominante. Ainsi, volontaire ou forcée,

la collusion s'articule ainsi avant tout sur le ciment communautaire. À ce titre, la comparaison entre les États du G5 Sahel est intéressante car elle illustre clairement le champ des vulnérabilités critiques. Si la menace terroriste est réelle dans chacun des pays du G5, c'est bien dans les États les plus fragiles sur le plan de la volonté et de la cohésion nationale qu'elle s'exprime principalement. Ce sont donc bien les fractures sociales et communautaires qui sont la clé de la faiblesse, voire de l'effondrement de l'État et qui alimentent la crise de la société sur laquelle se nourrit le fait terroriste. C'est l'incapacité à proposer un modèle social inclusif, harmonieux, protecteur et fécond, même minimal, qui crée la tentation de lui opposer un autre modèle qui, au Sahel, se révèle être totalitaire, obscurantiste, extrémiste et violent.



Dernier briefing du COMFOR avant l'attaque

Plutôt que de parler de l'évolution de la guerre, je pense donc qu'il faut s'intéresser à l'évolution des contextes dans lesquels s'exprime la violence armée, contextes très rapidement évolutifs qui imposent une compréhension intime et permanente. Ce qui pèse sur l'efficacité des forces armées dans un conflit de nature antiterroriste, c'est bien le fait social et l'environnement politique, au-delà de la seule efficacité des armes ou de la combinaison du feu et du mouvement. C'est à l'aune de sa capacité à influencer sur l'évolution de la décision politique, sur la perception qu'en auront les populations que s'appréciera l'efficacité de la force armée tout autant que sur la seule réduction du potentiel adverse. Ainsi, il faut agir sur tous les facteurs qui influent sur les populations, sans en négliger aucun sous peine de ruiner les efforts entrepris sur les autres : l'action globale s'étend à tous les domaines. Il faut viser particulièrement les facteurs critiques d'évolution, dont les plus importants sont : la sécurité, la justice, les facteurs de cohésion que représentent la religion,

(1) Mais aussi la communauté peule pour des raisons différentes;

les coutumes, l'éducation ainsi que l'indispensable développement. Voulu et proposée par le ministère des Armées, validée par le président de la République dans le cadre de la revue stratégique Sahel, la mise en œuvre de cette action globale, forcément interministérielle, se heurte pourtant toujours à des oppositions parfois corporatistes et au poids de l'inertie des procédures. Au Mali, Barkhane aurait pu en être le catalyseur, mais une certaine rigidité et une vraie difficulté à faire évoluer nos organisations en ont décidé autrement, comme l'illustre la difficulté à utiliser le levier d'action « développement » en appui de l'action militaire.

Le cadre d'emploi de la force armée au Mali est également singulier car il se caractérise par une absence d'ennemi (au-delà de la seule appellation générique de groupes armés terroristes), de doctrine, de référentiel connu. C'est en cela que Barkhane constitue une opération très singulière dans le paysage de la conflictualité. Je me garderai bien d'y voir un modèle pérenne, encore moins un nouveau paradigme mais force est de constater que nos engagements de ces dernières années butent quasiment tous sur cette même difficulté : l'incapacité à traduire sur le plan stratégique les réels succès tactiques obtenus sur le terrain, ce qui revient à poser la question de l'adéquation de l'outil et de la stratégie retenus aux finalités recherchées. La conséquence logique de cette spirale du déficit d'efficacité sont bien la durée de nos engagements, la portée relative des résultats obtenus et, surtout, leur caractère éphémère en l'absence d'impact significatif.



Progression quelque part au Mali

Toute notre action est sous-tendue par le fait que nous recherchons le contact avec l'ennemi. Or, ce qui fait la force de notre adversaire, c'est précisément qu'il refuse ce contact, sauf à de très rares occasions, ayant bien compris qu'il ne pourrait vaincre, en dépit de son fanatisme et de sa dangerosité. C'est donc sur le champ des perceptions, de l'action indirecte, qu'il faut aussi agir pour espérer influencer sur le cours des événements. Il est vain de croire que l'action militaire suffit seule à emporter la décision, car le facteur décisif n'est pas d'ordre militaire puisque l'enjeu est avant tout la cohésion de la société dont est garant l'État. Agir sur l'ennemi n'est pas suffisant, agir sur la cohésion de la société relève d'autres leviers. Pour exploiter pleinement nos succès tactiques, il faut donc agir pour susciter l'adhésion de la population, en parfaite synergie et continuité avec l'action politique et diplomatique pour obtenir un

effet durable et complet. C'est à ce dilemme que se heurte Barkhane depuis quatre ans, accusée tour à tour, et à tort, d'enlèvement ou d'inefficacité.

Est-ce que cette référence est pérenne et unique ? Je ne le crois pas, car nos armées resteront confrontées à des situations toujours différentes. D'ailleurs, c'est bien cela qui préside aux choix capacitaires avec la volonté de nos décideurs et de nos industriels de doter nos armées d'une polyvalence les rendant aptes à faire face à tous types de situation et de menace. Mais est-ce suffisant ? Peut-être pour les conflits de nature symétrique ou dissymétrique, que l'on rencontre finalement de moins en moins souvent (mais qu'on aurait grand tort de négliger), certainement pas pour les nouvelles conflictualités qui apparaissent aujourd'hui, mêlant les sociétés, les communautés aux acteurs de la violence. Ce qui est en jeu dans ce type de conflits, c'est de pouvoir agir sur les leviers<sup>(2)</sup> profonds de la société elle-même, c'est d'en identifier et d'en comprendre les rouages, les principes de fonctionnement, ce qui constitue ses forces et sa cohésion, mais aussi ses fragilités voire ses fractures. Il s'agit donc de comprendre pour agir, puis de se donner les moyens d'une action qui ne peut être que globale, au service d'un état final clair et partagé. Si je peux ici témoigner de l'engagement et du courage de nos soldats et de leurs chefs qui font, en silence et dignement, leur métier et leur devoir avec lucidité, cœur et détermination, je ne peux aussi que constater la difficulté à peser globalement sur certains ressorts profonds d'adhésion des sociétés, en l'absence de consensus politique local face à notre action, et d'une cohérence et convergence de nos actions militaires, politiques et diplomatiques qui mériteraient d'être largement accrues. Or ce sont bien ces ressorts profonds sur lesquels il faut agir pour susciter l'adhésion, surtout localement, et briser ce lien crucial qui leur est indispensable et que cherchent à imposer les terroristes aux populations.

Ainsi, il est très réducteur, voire indécent de croire que nous emporterons la décision par la seule action militaire et cinématique, même si elle reste indispensable pour imposer notre volonté. Il nous faut désormais accepter de nous positionner sur le champ des perceptions, sur les facteurs d'influence de ces sociétés au milieu desquelles nous agissons et qui porteront naturellement leur choix sur la force qui pourra les protéger et les soutenir de façon pérenne. Il faut donc accepter d'y abandonner notre sacro-sainte impartialité, refuser la logique du consensus qui consiste à préserver tout le monde pour éviter, par faiblesse ou paresse, de faire des choix, au nom de la préservation dogmatique d'équilibres déjà rompus dans les faits : non pas qu'il faille privilégier un camp plutôt qu'un autre, mais plutôt accepter de se battre sur des principes qui ne sont pas habituels, emprunter des modes d'action idoines, adapter en permanence notre doctrine, remettre en cause les schémas convenus porteurs d'inefficacité, reconnaître qu'on ne pourra réussir seuls et savoir s'appuyer sur des acteurs loyaux qui ont prouvé leur engagement en versant leur sang pour combattre le même ennemi que le nôtre.

(2) Facteurs de cohésion et d'homogénéité, facteurs sociétaux et culturels.



Dans l'immensité du désert, l'hélicoptère est indispensable à la mobilité tactique

La violence armée, pour nécessaire qu'elle soit, n'apportera jamais la solution au Sahel. Seule l'action d'envergure, d'ensemble, pesant sur les leviers majeurs et les ressorts de la société, permettra d'influer sur le cours des événements et de contrer ce cancer des sociétés qui a tendance à s'exporter au gré des frustrations des exclus qui ne s'y retrouvent plus, et de la faiblesse de ceux qui ne sont pas prêts à se battre pour en conserver les acquis. Valable au Mali, il est frappant de constater que c'est aussi le cas en France.



Le général Guibert est issu des troupes de marine. Il a tenu des postes au sein d'unités parachutistes, a connu l'Afrique, la Réunion et la Guyane, avant d'être chef de corps du 3<sup>e</sup> RPIMa en 2004. Il a servi en états-majors (CoFAT, EMAT et CFT), a commandé la 1<sup>re</sup> brigade mécanisée et a servi au Mali en 2014 comme chef de la mission d'entraînement de l'Union européenne au Mali (EUTM). En 2016, il a pris la tête de la 3<sup>e</sup> division et de l'opération Barkhane en 2017.

## COMMUNIQUÉ



### 2S 213 À PARIS

Cette année, le 2S 213 sera célébré à Paris en plusieurs temps :

#### **Vendredi 30 novembre 2018**

19h00 : Messe du souvenir en la cathédrale Saint-Louis des Invalides,

20h30 : Cocktail suivi d'une soirée dansante dans les salons du Gouverneur militaire de Paris.

#### **Dimanche 2 décembre 2018**

7H30 : réunion au sommet de l'Arc de Triomphe, organisée par la Fondation Saint-Cyr et ouverte à tous les saint-cyriens volontaires ;

18h30 : Ravivage de la Flamme avec la Fondation Napoléon ;

#### **Lundi 3 décembre 2018**

« Jus galette » aux Invalides, organisé par l'EMA, en liaison avec l'EMAT pour les saint-cyriens en activité.